

PRÉFET DU VAL-D'OISE

- 7 NOV. 2013

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt  
et de l'environnement

Pôle de l'environnement  
et des installations classées

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral n° 11624**  
**imposant des prescriptions techniques complémentaires**

**Société PAPREC D3E à SARCELLES**

Le préfet du Val d'Oise  
chevalier de la Légion d'Honneur  
chevalier de l'ordre national du mérite

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 juin 2009 autorisant la société VALDELEC à exercer les activités de tri, transit et traitement des D3E, la réparation et l'entretien des véhicules et bennes ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 portant mise à jour du tableau de classement des activités de la société PAPREC D3E, la société VALDELEC susvisée ayant changé de dénomination sociale ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2012 autorisant la société PAPREC D3E à exploiter, un centre de transit, tri et regroupement de déchets dangereux sur la commune de SARCELLES - 18, rue du fer à cheval,

**VU** la lettre de la société PAPREC D3E du 2 juillet 2013 qui sollicite l'exonération de la traçabilité des déchets dangereux ;

**VU** le rapport du Directeur Régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise en date 21 août 2013 ;

**VU** l'avis favorable formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 19 septembre 2013 ;

**Le demandeur entendu ;**

**VU** la lettre préfectorale en date du 21 octobre 2013 adressant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'exploitant et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

**VU** la lettre en date du 23 octobre 2013 de la société PAPREC D3E qui indique n'avoir aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de la société PAPREC D3E du 2 juillet 2013, d'exonération de la traçabilité des déchets dangereux concerne l'ensemble des déchets reçus sur le site de Sarcelles à savoir les D3E ou les déchets dangereux de type piles et lampes provenant des éco-organismes ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant précise que les D3E arrivent en mélange puis sont triés par catégorie (gros appareils électroménagers froid, hors froid, petits appareils en mélange, écrans, lampes), ensuite sont désassemblés et enfin les déchets sont regroupés par catégorie (piles, batteries, métal, plastique, déchets ultimes) ;.

**CONSIDERANT** que les déchets dangereux arrivant via les éco organismes (piles, batteries, néons et produits lumineux) sont aussi triés et confondus avec le stock issu du désassemblage des D3E ;

**CONSIDERANT** qu'au vu de tous les flux internes sur le site et les mélanges réalisés de déchets de même type de provenances diverses, il convient de noter que l'exploitant n'est pas en capacité d'assurer la traçabilité des déchets ;

**CONSIDERANT** aussi que l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-46 du code de l'environnement prévoit que la traçabilité soit assurée entre les déchets acceptés sur le site et les déchets sortants, sauf transformation importante des déchets ne permettant pas cette traçabilité et dans ce cas, l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter doit prévoir l'exemption de traçabilité ;

**CONSIDÉRANT** qu'ainsi la demande d'exonération de la société PAPREC D3E est recevable et que l'exploitant peut être autorisé à ne pas assurer le lien entre le registre des entrées et le registre des sorties ;

**CONSIDÉRANT** que, dans ces conditions, il apparaît nécessaire de faire application des dispositions prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, d'exonérer la société PAPREC D3E des obligations de traçabilité des déchets dangereux en modifiant les prescriptions techniques annexées à l'arrêté d'autorisation du 18 décembre 2012 pour le site de SARCELLES;;

**SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise ;

## **ARRETE**

**Article 1er** : Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, la société PAPREC D3E pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SARCELLES - 18, rue du fer à cheval, doit se conformer aux dispositions du présent arrêté.

**Article 2** : Les prescriptions techniques du présent arrêté viennent modifier et compléter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2012.



**Article 3 :** L'exploitant est exonéré des obligations de traçabilité conformément au 2ème alinéa de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement .

**Article 4 :** En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L 171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 5 :** Conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de SARCELLES pendant une durée d'un mois.

Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie pour être maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Direction Départementale des Territoires – Bâtiment Préfecture, Service de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement. L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée d'un mois.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département.

Une copie de l'arrêté sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

**Article 6 :** Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise cedex.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, la directrice départementale des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France et le maire de SARCELLES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le -7 NOV. 2013

Pour la Directrice Départementale des Territoires,  
Le chef de service de l'agriculture,  
de la forêt et de l'environnement,

  
Alain CLEMENT



**SOCIETE PAPREC D3E**

**À**

**SARCELLES**

prescriptions techniques complémentaires

annexées à l'arrêté préfectoral du - 7 NOV. 2013

## **ARTICLE 1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La Société PAPREC D3E, dont le siège social est situé 7 rue du Docteur Lancereaux à PARIS (75008) et ci-après dénommée exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de SARCELLES, au 18 rue du Fer à Cheval, les installations détaillées dans les articles suivants.

## **ARTICLE 2 : MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Le présent arrêté complète les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 18 décembre 2012.

## **ARTICLE 3 : REGISTRE DES DECHETS**

Les D3E et déchets dangereux issus du démantèlement des D3E ou apportés via les éco organismes faisant l'objet d'une transformation importante ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, l'exploitant est exonéré des obligations de traçabilité conformément au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 6 de l'arrêté du 29 février 2012 *fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-46 du code de l'environnement.*